



Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

Provisoire

8854^e séance

Vendredi 10 septembre 2021, à 10 heures
New York

Président : M^{me} Byrne Nason/M. Kelly (Irlande)

Membres :

Chine	M. Geng Shuang
Estonie	M. Jürgenson
États-Unis d'Amérique	M. Mills
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. de Rivière
Inde	M. Tirumurti
Kenya	M. Kiboino
Mexique	M. Ochoa Martínez
Niger	M. Aougi
Norvège	M ^{me} Juul
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Dame Barbara Woodward
Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} Gonsalves
Tunisie	M. Cherif
Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Hans Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; M^{me} Ghada Eltahir Mudawi, Directrice adjointe des opérations au Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; et M^{me} Entesar Al-Qadhi, Directrice exécutive de la Ma'rib Girls Foundation for Development.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Grundberg.

M. Grundberg (*parle en anglais*) : Je suis honoré d'avoir été nommé Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, poste que j'occupe depuis quatre jours. J'apprécie les marques de soutien exprimées par les Yéménites et la communauté internationale, y compris les membres du Conseil de sécurité. Je suis également reconnaissant aux envoyés spéciaux précédents, qui ont déployé des efforts considérables pour mettre un terme au conflit.

J'ai commencé à travailler sur le Yémen il y a plus de 10 ans. Le Yémen est un pays au potentiel énorme, situé au carrefour de l'Asie et de l'Europe, entre le golfe d'Aden et l'Afrique. Je ne cesse d'être admiratif devant l'histoire impressionnante du Yémen en matière de commerce, de richesse culturelle et de diversité.

Cependant, mon expérience concernant le Yémen me fait aussi prendre douloureusement conscience de la complexité de ce conflit. Malheureusement, ces difficultés se multiplient à mesure que le conflit s'éternise. Je ne me fais donc aucune illusion quant à la difficulté de la tâche qui m'a été confiée par le Conseil. Il ne sera pas aisé de permettre la reprise d'un processus de transition politique pacifique, ordonné et sans exclusive, mené

par les Yéménites, répondant aux exigences et aux aspirations légitimes du peuple yéménite, comme le prévoit mon mandat. Il n'y a pas de victoire facile.

Le conflit armé actuel se poursuit sans relâche depuis plus de six ans. Des civils, dont de nombreux enfants, ont été tués, déplacés et réduits à la pauvreté. Les infrastructures civiles ont été ciblées. Les acteurs armés ont détenu, enlevé et fait disparaître des personnes en toute impunité. La violence fondée sur le genre a considérablement augmenté.

L'épicentre des affrontements militaires s'est déplacé au fil du temps, les combattants se succédant sur le terrain. Depuis le début de 2020, l'accent est mis sur l'offensive soutenue d'Ansar Allah dans la province de Mareb, au cours de laquelle des milliers de jeunes Yéménites ont perdu la vie. Les civils, notamment les nombreuses personnes déplacées qui ont cherché refuge à Mareb, vivent dans la crainte constante de subir des violences et de devoir de nouveau se déplacer. Le message de l'ONU et de la communauté internationale est sans ambages : l'offensive doit cesser.

Dans la province de Hodeïda, la ville de Hodeïda continue de connaître une baisse notable des violations du cessez-le-feu, mais les hostilités dans les districts méridionaux de la province sont particulièrement préoccupantes. La Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda poursuit son travail essentiel, notamment en exhortant les parties à engager un dialogue afin de définir une voie durable pour l'avenir.

La situation dans les provinces du sud, où des flambées de violence sont régulièrement observées, est également très inquiétante. Les services essentiels et l'économie se sont détériorés au point de se trouver dans un état désespéré. La mise en œuvre de l'Accord de Riyad continue de se heurter à des difficultés, et le Gouvernement ne remplit pas ses fonctions depuis Aden. Dans ce contexte, on ne saurait faire abstraction des répercussions du conflit sur la diversité des griefs et des revendications dans les provinces du sud. La paix au Yémen n'est pas viable à long terme si les habitants des provinces méridionales ne participent pas à la forger de manière responsable.

Le conflit au Yémen s'étend également au-delà des frontières, menaçant la sécurité régionale et les voies navigables internationales. Je trouve particulièrement préoccupant que des civils et des infrastructures civiles sont pris pour cible en Arabie saoudite. Les combats doivent cesser ; la violence doit prendre fin. À cet

égard, il est également essentiel que les acteurs extérieurs encouragent la désescalade. Leur participation doit être fondée sur le soutien à un règlement politique mené par les Yéménites. Un Yémen pacifique et stable est essentiel pour la stabilité de toute la région.

Entre la violence incessante, les pénuries de carburant et d'électricité et la flambée des prix des denrées alimentaires, chaque aspect de la vie quotidienne au Yémen est lié d'une manière ou d'une autre à des questions politiques sensibles qui exigent un règlement global. Les institutions de l'État ont volé en éclats, paralysant l'économie et laissant les citoyens et les entreprises aux prises avec des exigences administratives draconiennes et souvent contradictoires. La guerre économique que se livrent toutes les parties a des conséquences dévastatrices à long terme pour l'État yéménite et son peuple. Dans tout le pays, la liberté de circulation des Yéménites et des biens essentiels est fortement limitée en raison des combats en cours, des postes de contrôle et des restrictions routières, portuaires et aéroportuaires. La position de l'Organisation reste inchangée : la liberté de circulation des personnes et des marchandises à destination et au départ du pays, ainsi que sur tout le territoire, doit être garantie. Les routes doivent être ouvertes pour permettre aux personnes et aux marchandises d'entrer et de sortir de Taëz. L'aéroport de Sanaa doit être ouvert au trafic commercial. Les restrictions à l'importation de carburant et de marchandises via le port de Hodeïda doivent être levées. Une coordination étroite entre tous les membres de la famille des Nations Unies, la communauté internationale au sens large et les parties au conflit reste impérative pour remédier à ces problèmes de manière appropriée.

Il devrait maintenant être évident que le processus de paix est dans l'impasse depuis trop longtemps. Les parties au conflit n'ont pas discuté d'un règlement global depuis 2016. De ce fait, les Yéménites s'enlisent dans un état de guerre indéfini, qui ne leur laisse entrevoir aucune perspective claire. Aussi est-il grand temps que les parties au conflit engagent, de bonne foi et sans conditions préalables, sous l'égide de l'ONU, un dialogue pacifique sur les modalités d'un règlement global.

L'approche adoptée par l'ONU pour mettre fin au conflit doit être inclusive. Pour définir la meilleure voie à suivre, j'ai l'intention d'évaluer les efforts passés, de déterminer ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné et d'écouter le plus grand nombre possible de femmes et d'hommes yéménites. La voie à suivre doit être guidée par les aspirations du peuple yéménite.

Mon Bureau et moi-même ferons tout notre possible pour garantir la participation véritable des femmes à tous les aspects de notre action et pour que la problématique hommes-femmes soit prise en compte dans toutes les questions. Comme nous allons également l'entendre de la part de ma collègue du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les droits des femmes et des filles yéménites sont négligés, voire méprisés. L'ONU est tenue d'œuvrer à une paix qui mette fin à la violence, mais également à une paix durable qui protège l'ensemble de leurs droits civils et politiques, ainsi que leurs droits socioéconomiques et culturels. Une paix qui garantisse l'application du principe de responsabilité, la bonne gouvernance et des institutions publiques qui servent tous les citoyens de manière équitable.

Nous en sommes manifestement très éloignés aujourd'hui. Néanmoins, je ne ménagerai aucun effort pour tenter de rassembler les acteurs au-delà des lignes de conflit afin d'amener les Yéménites de tous les horizons politiques et de toutes les composantes sociétales, ainsi que de toutes les régions du pays, à discuter, sous les auspices de l'ONU, de la manière dont ils peuvent trouver un terrain d'entente et régler leurs différends sans recourir à la force. Je serai guidé dans cet effort par le mandat que m'a confié le Conseil de sécurité dans ses résolutions sur la question.

Nous partageons tous, à nos différents titres, la responsabilité de mettre fin au conflit au Yémen. Le début de mon mandat doit donc être l'occasion de réévaluer nos responsabilités respectives. Les initiatives des voisins du Yémen et des membres du Conseil de sécurité en appui aux efforts de l'ONU sont appréciées et devront être renforcées.

Mes premières consultations avec les acteurs yéménites et avec les acteurs régionaux et internationaux vont bientôt commencer. Je me rendrai prochainement à Riyad pour rencontrer le Président Hadi Mansour et d'autres membres du Gouvernement yéménite. J'ai également hâte de rencontrer les dirigeants d'Ansar Allah et d'autres acteurs basés à Sanaa, ainsi que d'autres acteurs politiques dans l'ensemble du Yémen. En outre, j'envisage de rencontrer des dirigeants régionaux à Riyad, à Mascate, à Abou Dhabi, au Koweït, à Téhéran, au Caire et ailleurs. Mon Bureau et moi-même sommes prêts à passer autant de temps que possible au Yémen et auprès des Yéménites. Je reviendrai au Conseil de sécurité chaque mois pour une réflexion franche et ouverte sur ces discussions. Et je rechercherai l'appui concret et coordonné des membres du Conseil pour mener à bien mon mandat.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Grundberg de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Mudawi.

M^{me} Mudawi (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité.

Comme Hans Grundberg vient de le dire, le conflit fait rage dans de nombreuses régions du Yémen, en particulier à Mareb, où les combats redeviennent particulièrement violents. Comme toujours, ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut.

Dans son dernier exposé au Conseil, il y a deux semaines et demie (voir S/PV.8840), le Secrétaire général adjoint Griffiths a souligné les nombreuses façons dont la guerre au Yémen aggrave les souffrances de la population. Nous le voyons dans l'économie du pays, qui est en ruines. Nous le voyons dans la désintégration des services essentiels. Et nous le voyons sur les visages des millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui, malgré leur extraordinaire résilience, sont forcés de sombrer encore plus dans le désespoir.

Aujourd'hui, je souhaite parler de ce que la communauté humanitaire fait pour atténuer certaines de ces terribles conséquences et de ce qui doit encore être fait.

Comme le Conseil de sécurité le sait bien, c'est au Yémen qu'a lieu la plus grande opération d'aide humanitaire au monde. Bien évidemment, il s'agit d'une distinction dont aucun pays ni peuple ne voudrait, mais c'est une preuve de la détermination de la communauté internationale à appuyer le peuple yéménite en ces temps difficiles.

Ces derniers mois, nous avons constaté une forte augmentation du financement des donateurs. Le plan d'aide humanitaire pour le Yémen est désormais l'un des appels les mieux financés au monde, puisqu'il a reçu plus d'1,9 milliard de dollars depuis le début de l'année, ce qui représente 50 % de ses besoins totaux. Cet appui a permis à l'ONU et à ses partenaires d'intensifier la fourniture d'une assistance vitale dans l'ensemble du pays. Ensemble, nous avons réussi à prévenir la famine au cours des huit premiers mois de cette année. Les organisations humanitaires sont actives dans les 333 districts du Yémen. En juin, nous avons fourni une assistance vitale à 12,8 millions de personnes, soit 3,3 millions de personnes de plus que le mois précédent.

Ces réalisations sont importantes, mais elles sont également fragiles et inégales. La menace de famine n'est pas écartée au Yémen. Elle exigera que nous

poursuivions nos efforts, à moins que nous ne soyons prêts à sacrifier les avancées importantes que nous avons réalisées et à inviter à nouveau la famine dans le pays après avoir lutté si durement pour la tenir à distance. Cela dépend en grande partie de l'appui des donateurs. Un certain nombre de secteurs restent gravement sous-financés, dont certains sont essentiels pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

La santé, par exemple, ainsi que l'eau, les services d'assainissement et l'hygiène, n'ont reçu qu'un dixième des financements requis pour cette année ; ces services vitaux risquent ainsi d'être interrompus à un moment où le Yémen est aux prises avec de multiples épidémies, dont le choléra, la dengue et la diphtérie. Une troisième vague mortelle de maladie à coronavirus (COVID-19) rend encore plus vulnérables la population du pays et son fragile système de soins de santé.

Même la sécurité alimentaire et l'agriculture, qui comptent parmi les secteurs les mieux financés dans cet appel, sont actuellement confrontées à un déficit de financement qui s'élève à 750 millions de dollars. Sans soutien supplémentaire, cette aide pourrait être réduite dès les prochaines semaines.

La protection est un autre secteur qui souffre de déficits critiques dans la réponse humanitaire. Au cours des six premiers mois de l'année, les partenaires de la protection n'ont pu atteindre qu'une fraction des personnes ayant besoin de protection, faute de fonds. C'est extrêmement grave dans un pays où les besoins de protection sont si élevés.

Le Yémen est un endroit où, pour les femmes et les filles, il est incroyablement difficile de vivre. La violence fondée sur le genre est omniprésente dans tout le pays. Les mariages et les grossesses précoces, notamment les filles-mères, sont monnaie courante. Les femmes et les filles sont souvent les dernières à manger, à consulter un médecin ou à aller à l'école.

Je veux prendre un moment pour saluer le courage des organisations dirigées par des femmes et des organisations de défense des droits des femmes au Yémen. Nous sommes très chanceux de compter parmi nous aujourd'hui M^{me} Entesar Al-Qadhi, Directrice exécutive de la Ma'rib Girls Foundation for Development. Les efforts extraordinaires de ces organisations contribuent à mieux faire entendre la voix des femmes et des filles dans l'ensemble du Yémen et à créer de meilleures conditions pour les générations actuelles et futures.

Le Yémen est le foyer de la quatrième crise de déplacement au monde, avec des chiffres qui augmentent au fil des jours alors que les habitants fuient la violence, ainsi que les inondations et d'autres catastrophes liées au climat dans diverses régions du pays, notamment à Mareb, à Taëz, à Dalea, à Lahj et à Hodeïda. De nombreux déplacés trouvent refuge dans des écoles, des sites religieux ou des bâtiments abandonnés. D'autres sont obligés de se réfugier dans des établissements surpeuplés, où l'eau potable, la nourriture, l'électricité et d'autres services essentiels font cruellement défaut.

La crise de la protection au Yémen touche de nombreux autres groupes de population. En raison du conflit, les enfants sont confrontés à d'horribles menaces pour leur bien-être physique, émotionnel et mental, notamment le risque d'être tués ou mutilés, recrutés dans des groupes armés ou exposés à des violences sexuelles. Les personnes handicapées, les réfugiés, les migrants et les autres groupes marginalisés sont également très vulnérables à nombre de ces risques. Ce ne sont là que quelques-uns des périls auxquels de nombreux civils sont confrontés quotidiennement au Yémen. La liste est, bien sûr, beaucoup plus longue.

Il existe un autre risque en matière de protection que je souhaite aborder : les mines terrestres et les restes explosifs de guerre. Depuis 2018, les mines terrestres, les engins explosifs improvisés et les munitions non explosées ont tué ou blessé plus de 1 400 civils au Yémen, dont de nombreux enfants. En plus de causer des dommages directs et mortels, ces armes explosives, qui sont éparpillées sur de vastes étendues du pays, sèment la terreur dans les communautés et ont un impact profondément négatif sur les moyens de subsistance de la population et sur l'économie dans son ensemble. De nombreuses exploitations agricoles et communautés de pêcheurs au Yémen sont à l'arrêt en raison de la présence ou de la crainte de mines terrestres et marines. Cela représente un nouveau coup porté à la production alimentaire nationale et aux revenus de la population, alors que le Yémen est déjà confronté à de graves problèmes d'insécurité alimentaire et de pauvreté.

J'exhorte toutes les parties à respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment en s'abstenant d'utiliser des armes qui, par nature, frappent sans discrimination, et en veillant constamment à épargner les civils et les biens civils tout au long de leurs opérations militaires. Je demande également que des mesures concrètes soient prises. L'intensification du déminage humanitaire et du

soutien apporté à cette opération, notamment en autorisant et en accélérant le passage du matériel de déminage dans le pays, contribuerait grandement à la protection des civils.

Le 22 septembre, un événement parallèle de haut niveau sur le Yémen aura lieu en marge de la semaine de haut niveau à l'Assemblée générale. Il sera organisé conjointement par l'Union européenne, la Suède et la Suisse, et constituera une occasion unique de discuter des défis en matière de protection et de galvaniser le soutien aux personnes les plus vulnérables du pays.

Au cours de cet événement, les donateurs pourront annoncer les nouvelles contributions qu'ils ont apportées depuis la conférence d'annonces de contributions de haut niveau qui s'est tenue début mars. Comme je l'ai mentionné précédemment, les donateurs ont fait preuve d'une immense générosité cette année. Je les encourage vivement à poursuivre dans cette voie en augmentant leurs contributions au plan de réponse humanitaire. Garantir un financement adéquat dans tous les secteurs est essentiel pour protéger les gains cruciaux que nous avons réalisés cette année. Ce n'est pas le moment de ralentir, à moins que nous ne soyons prêts à voir des souffrances humanitaires sans précédent revenir en force au Yémen.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Eltahir Mudawi de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Al-Qadhi.

M^{me} Al-Qadhi (*parle en arabe*) : Je m'appelle Entesar Al-Qadhi, et je représente la Fondation des filles de Mareb pour le développement, qui promeut un programme pour les femmes et la paix et la sécurité. Je suis très reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui d'informer le Conseil de sécurité de ce qui se passe, en particulier dans la province de Mareb.

On a beaucoup parlé de la cruauté de la guerre, mais nous la vivons au quotidien. L'agression continue des houthistes contre Mareb terrorise les civils, entrave l'aide humanitaire et entraîne la propagation des combats dans les provinces voisines. Près de 233 000 personnes sont mortes jusqu'à présent à cause de ce conflit incessant. J'ai moi-même perdu récemment deux de mes neveux, tous deux âgés de moins de 15 ans, dans une attaque des houthistes contre notre région. La perte d'êtres chers est devenue une norme pour nous, les gens de Mareb.

Nous sommes confrontés à une crise humanitaire à Mareb qui ne fera que s'aggraver à moins d'un cessez-le-feu immédiat. Au cours des deux dernières semaines, au moins 200 familles du district de Rahaba ont fui leurs maisons pour échapper aux attaques. Trois membres de ces familles sont des parents à moi. Plus d'un quart des personnes déplacées du Yémen vivent désormais à Mareb, dont 80 % sont des femmes et des enfants. Je leur rends régulièrement visite dans le cadre de mon travail à la Fondation des filles de Mareb, et j'écoute leurs témoignages, qui me rendent triste. J'ai rencontré de nombreuses familles qui ont été déplacées plus d'une fois, parfois jusqu'à cinq fois.

Même dans les camps de personnes déplacées, les familles risquent continuellement d'être tuées par des drones et des missiles balistiques. Une femme qui pleure la perte de son fils, tué par un missile, se lamente : « Nous avons tout quitté, et les houthistes nous poursuivent toujours jusque dans nos tentes. Quand s'arrêteront-ils ? »

Au-delà de la menace des missiles, les conditions de vie dans les camps de personnes déplacées sont désastreuses, et nous ne disposons pas d'une assistance et de services suffisants. Les gens sont malmenés par le vent, les inondations et la chaleur du désert, sans abri suffisant. Les services publics à Mareb se sont effondrés, privant la population d'eau potable, d'installations sanitaires et de soins de santé suffisants.

Le camp de Joufeïna, le plus grand site de personnes déplacées du pays, compte 12 salles de classe, alors qu'il accueille plus de 7 000 élèves, un nombre qui ne cesse de croître avec les déplacements en cours. En conséquence, de nombreux enfants ont abandonné l'école.

Les femmes et les filles sont confrontées à des conditions très difficiles dans les camps, telles que le manque de produits d'hygiène, le risque d'atteintes sexuelles lorsqu'elles se rendent aux latrines et le manque de services pour les femmes enceintes. Les femmes préfèrent rester chez elles à cause de ces menaces.

Amira, qui a 8 ans, m'a récemment confié : « Je rêve de latrines qui ne soient pas très éloignées de notre abri, où ma famille et moi aurions un peu d'intimité et nous sentirions en sécurité. » Les filles que nous rencontrons maintenant ne rêvent que de sécurité.

La Fondation des filles de Mareb s'efforce de résoudre les problèmes de protection et d'aider les femmes à trouver des sources de revenus pour leur famille. Mais notre travail est compliqué par des ressources limitées et

le fait que les gens doivent continuer à fuir la violence. Il est impossible de s'attendre à ce que la situation humanitaire s'améliore avant l'instauration d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale. Les femmes et les filles continuent d'être affectées par le conflit en cours. Bien qu'elles jouent un rôle essentiel dans la lutte pour la paix, elles sont exclues de toute représentation au sein du Gouvernement et des processus décisionnels.

Les femmes yéménites ont joué un rôle essentiel dans la lutte pour la paix, en négociant directement avec les parties au conflit, en jouant le rôle de médiatrices, en obtenant la libération de prisonniers et en maintenant ouverts les couloirs humanitaires et les routes essentielles. Pourtant, nous ne sommes même pas consultées lors de la prise de décisions, ce qui signifie que nos contributions et préoccupations éventuelles continueront d'être ignorées. Il existe clairement une tendance à l'encontre de la participation des femmes à la prise de décisions.

J'en viens maintenant à la situation humanitaire. Nous constatons que les houthistes ont inscrit le sectarisme religieux dans le programme éducatif et qu'ils imposent la ségrégation entre les sexes dans les lieux publics. Entre-temps, pour la première fois en deux décennies, le Gouvernement nouvellement formé a exclu les femmes de tout poste, malgré le quota de 30 % convenu dans le document issu de la Conférence de dialogue national.

Nous souhaitons la bienvenue au nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Je le remercie d'avoir appelé à un cessez-le-feu. S'il veut réussir, il devra travailler avec un large secteur de la société yéménite, notamment les femmes. Nous lui demandons instamment de donner la priorité aux intérêts et aux préoccupations de tous les Yéménites, notamment ceux qui vivent dans le pays, et pas seulement aux parties au conflit. Il doit donner la priorité à un processus de paix global, et non à un processus imposé par les programmes régionaux et les intérêts internationaux. Il doit également consulter de manière régulière et transparente tous les Yéménites, en particulier les femmes et les jeunes, pendant toute la durée du processus de paix. Il doit insister sur la participation directe des représentantes des femmes à toutes les étapes, de l'élaboration du programme à la rédaction d'un accord de cessez-le-feu et à l'engagement dans des négociations.

En conclusion, une cessation immédiate des attaques des houthistes est essentielle sur le plan économique, humanitaire et politique. La ville de Mareb a

une grande importance stratégique, car elle est la principale source d'électricité pour la plupart des gouvernorats yéménites et produit environ 80 % de gaz dont le pays a besoin, dont plus de la moitié est acheminée vers les zones houthistes chaque jour. En outre, la ville de Mareb abrite plus d'un million de personnes déplacées. Est-il plus important de sécuriser les ressources pétrolières que de mettre fin aux bombardements dont nous sommes la cible ?

Je prie le Conseil de sécurité de, premièrement, prendre toutes les mesures nécessaires pour exiger la cessation des attaques des houthistes contre Mareb, notamment en adoptant une résolution sur un cessez-le-feu, dont aucune des parties ne pourra se prévaloir. Un cessez-le-feu à Mareb ouvrirait la voie à une cessation des hostilités à l'échelle nationale, ce qui permettrait de créer des conditions favorables à la protection des civils, en particulier les femmes et les filles. Nous devons tirer les leçons des erreurs du passé. Nous avons besoin de mécanismes de responsabilisation en cas de non-respect de ce cessez-le-feu. Nous devons également préciser que la non-application de cette résolution entraînera l'imposition d'autres mesures fermes par le Conseil.

Deuxièmement, le Conseil doit appuyer un processus de paix inclusif qui garantit une participation pleine et entière, égale et véritable des femmes dans toute leur diversité, ainsi que des jeunes et des groupes de la société civile de tous les horizons politiques et de toutes les régions du Yémen, à tous les efforts diplomatiques et à toutes les étapes du processus de paix.

Troisièmement, nous demandons au Conseil d'exhorter toutes les parties au conflit à garantir un accès humanitaire total, durable, sûr et sans entrave et à faciliter le travail des organisations humanitaires, pour qu'elles puissent acheminer l'aide humanitaire aux civils qui en ont besoin.

Quatrièmement, le Conseil doit appeler les États Membres à combler le déficit de financement de 1,9 milliard de dollars du plan de réponse humanitaire des Nations Unies pour le Yémen et lancer, en coordination avec les États Membres, un plan de sauvetage économique à long terme pour le Yémen, pour stabiliser l'économie et renforcer le système financier afin de prévenir de nouvelles hausses des prix des denrées alimentaires et d'améliorer les conditions de vie.

Cinquièmement, le Conseil doit appeler les États Membres à soutenir les organisations de femmes de la société civile en leur fournissant un financement de base, souple et à long terme.

Je vous remercie, Madame la Présidente, ainsi que tous les membres du Conseil, de m'avoir donné l'occasion d'exprimer mes convictions personnelles et celles de l'organisation de la société civile que je représente.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Al-Qadhi de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Dame Barbara Woodward (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier tous les intervenants qui ont présenté des exposés aujourd'hui. Je souhaite la bienvenue à M. Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Il apporte de vastes connaissances à ces fonctions, et nous nous faisons une joie de travailler avec lui et d'appuyer ses efforts. Sa nomination intervient à un moment critique et comme il l'a dit, c'est le moment de réévaluer la situation. La reprise de pourparlers de paix inclusifs dans le cadre desquels toute la société yéménite est représentée, notamment les minorités et les femmes, est essentielle pour mettre fin à la guerre. Je me félicite de son intention d'effectuer une visite dans tout le Yémen et dans la région et d'écouter d'abord. Ce sera également l'occasion pour les parties yéménites de démontrer leur engagement en faveur de la paix et de dépasser leurs positions actuelles, en le rencontrant sans poser des conditions préalables et en facilitant ses déplacements au Yémen.

Deuxièmement, je voudrais remercier M^{me} Entesar Al-Qadhi pour son exposé très émouvant et son courage. Le sombre tableau qu'elle a brossé aujourd'hui en ce qui concerne les femmes et les filles au Yémen, en particulier à Mareb, souligne la nécessité de rétablir la paix. Comme les membres du Conseil de sécurité l'ont déclaré à plusieurs reprises, l'offensive des houthistes à Mareb doit prendre fin. Nous condamnons les attaques transfrontières irresponsables menées par les houthistes, qui ont été facilitées par l'Iran. Une fois de plus, ils ont utilisé des missiles et des drones chargés d'explosifs. Le plus inquiétant est le caractère aveugle de ces actes. Le 31 août, des éclats d'obus ont blessé huit civils et endommagé un avion commercial à l'aéroport d'Abha et le 4 septembre, deux autres civils – des enfants – ont été blessés par d'autres éclats d'obus.

Troisièmement, nous sommes toujours préoccupés par la situation dans le sud. L'Accord de Riyad, facilité par le Royaume d'Arabie saoudite, doit être mis en œuvre pour rétablir la stabilité dans le sud.

Le Gouvernement yéménite et les groupes présents dans le sud doivent coopérer à cette fin. En outre, le Conseil de transition du Sud doit faciliter le retour de tous les membres du Gouvernement yéménite à Aden.

Enfin, nous sommes extrêmement préoccupés par la détérioration de l'économie et l'augmentation du risque de famine. Cela doit rester une priorité essentielle dans le cadre du processus de paix mené sous l'égide de l'ONU. Le mois dernier, le rial yéménite a franchi pour la première fois la barre symbolique des 1 000 rials pour un dollar, ce qui fait que les denrées alimentaires et les services de base sont de plus en plus inabordables pour des millions de personnes. Par conséquent, le Gouvernement yéménite doit mettre en œuvre des réformes pour ouvrir la possibilité d'une augmentation de l'assistance financière, avec l'appui de la communauté internationale et des institutions financières internationales compétentes.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais remercier l'Envoyé spécial Hans Grundberg, la Directrice adjointe Mudawi et M^{me} Entesar Al-Qadhi de leurs exposés. En particulier, je voudrais souhaiter la bienvenue à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, alors qu'il assume ses nouvelles fonctions.

Ces derniers temps, le conflit au Yémen ne montre aucun signe d'apaisement, et les conditions de sécurité continuent de se détériorer. D'une manière générale, la communauté internationale n'a cessé d'exprimer son mécontentement et ses préoccupations quant à au statu quo au Yémen. Beaucoup d'espoirs sont placés sur de l'Envoyé spécial, dont on attend qu'il joue un rôle actif. La Chine est prête à travailler en collaboration avec tous les autres membres du Conseil pour aider l'Envoyé spécial à exercer ses fonctions de manière objective et impartiale, conformément à son mandat, en vue de trouver une solution politique à la crise qui frappe le Yémen. À cet égard, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, pour l'instant, la priorité est de parvenir à une cessation des violences et des hostilités le plus rapidement possible. Le conflit à Mareb, qui dure depuis des mois, a encore exacerbé les tensions entre les parties, entravant les efforts visant à trouver une solution politique. La Chine condamne toute forme de violence contre les civils et les infrastructures civiles, notamment l'attaque lancée par les houthistes contre l'aéroport international d'Abha en Arabie saoudite. Toutes les parties au conflit doivent honorer leurs obligations en vertu du droit humanitaire international et protéger les civils, en particulier les groupes vulnérables,

notamment les femmes et les enfants. Nous espérons que l'Envoyé spécial engagera un dialogue avec les parties concernées dès que possible pour les convaincre d'abandonner l'option militaire et de reprendre la voie des négociations pour régler leurs différends.

Il est dans l'intérêt des pays de la région de régler la question yéménite. La Chine appuie la visite de l'Envoyé spécial dans ces pays et les encourage à continuer de jouer leur rôle pour faciliter les négociations de paix.

Deuxièmement, il faut accroître plus encore l'aide humanitaire fournie au pays. Le Yémen est depuis de nombreuses années en proie à une crise humanitaire, dont M^{me} Mudawi nous a parlé plus amplement. Le plus inquiétant est que, le carburant venant à manquer, certaines centrales électriques d'Aden ont cessé de fonctionner, privant la population de services de base. En raison de la pandémie, le secteur de la santé dans le pays est en train de s'effondrer, alors que le Ministère de la santé vient d'annoncer que le pays était entré dans la troisième vague.

Nous espérons que l'Envoyé spécial et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires renforceront la coordination avec les parties concernées et apporteront au pays une aide humanitaire ciblée en fonction la situation sur le terrain.

La Chine se félicite de l'annonce faite par le Fonds monétaire international concernant l'octroi de 665 millions de dollars de droits de tirage spéciaux au Yémen et encourage le Gouvernement yéménite à user judicieusement de ces fonds pour stabiliser la monnaie locale et atténuer les difficultés économiques.

Troisièmement, il est nécessaire d'aborder des questions concrètes et de promouvoir une solution globale de manière graduelle. Après des années de conflit, il y a un sérieux déficit de confiance entre les parties. L'Envoyé spécial pourrait commencer par traiter de manière ciblée les questions concrètes, telles que l'échange de prisonniers de guerre et le pétrolier *FSO SAFER*, afin de réaliser le plus rapidement possible certains progrès tangibles, créant ainsi une dynamique positive.

Sur cette base, et en tenant pleinement compte des problèmes politiques, de sécurité et humanitaires auxquels le pays est confronté, l'Envoyé spécial pourrait élaborer une solution pratique pour sortir de l'impasse politique, améliorer la situation sur le terrain et apaiser les souffrances de la population.

La Chine est convaincue que si les parties yéménites sont en mesure de mobiliser la volonté politique nécessaire et de renforcer leur confiance mutuelle, avec les bons offices de l'ONU jouant un rôle de premier plan et l'appui de la communauté internationale, il sera possible, en travaillant ensemble, de trouver une solution politique répondant aux préoccupations de toutes les parties.

M. de Rivière (France) : Je remercie M. Grundberg, M^{me} Eltahir Mudawi et M^{me} Al-Qadhi pour leurs interventions.

Le conflit au Yémen dure depuis sept ans. Sur le terrain, aucune perspective de sortie de crise ne se dessine. Nous répétons depuis le début du conflit que l'option militaire ne mènera nulle part. La réalité sur le terrain nous le rappelle chaque jour : les affrontements se poursuivent, mais la situation demeure plongée dans l'impasse.

La nomination de l'Envoyé spécial représente une opportunité pour relancer le processus de paix, actuellement au point mort. Les paramètres requis pour sortir de la crise sont bien connus : un cessez-le-feu global, la réouverture de l'aéroport de Sanaa et celle du port de Hodeïda et des négociations entre les différents acteurs afin de trouver une solution politique globale et inclusive.

Au préalable, il est impératif que les houthistes cessent leurs agissements inacceptables, à la fois dans la zone de Mareb et contre le territoire saoudien. Nous les condamnons avec la plus grande fermeté, de même que leur refus de permettre l'accès de la mission d'inspection des Nations Unies au pétrolier *FSO SAFER*. Le chantage exercé par les houthistes est inacceptable. Il est essentiel qu'ils autorisent immédiatement et sans préconditions l'accès de la mission d'inspection des Nations Unies, car sinon ils seront responsables d'une catastrophe écologique majeure.

Je voudrais également réitérer l'attachement de la France à l'intégrité territoriale du Yémen. Celui-ci doit rester unifié, il en va de sa souveraineté. Nous sommes inquiets des tensions dans le sud et appelons au retour du Gouvernement yéménite à Aden. L'enlisement du conflit conduira à la fragmentation du pays qui fera avant tout le jeu des extrémismes et du terrorisme.

Cela fait maintenant sept ans que le peuple yéménite subit les conséquences de l'absence d'une solution politique. Le statu quo sur le terrain a des conséquences dramatiques sur la population : c'est elle qui paie le prix

du blocage politique. La situation humanitaire ne cesse de se dégrader : près de 70 % de la population a besoin d'aide humanitaire, soit quatre enfants sur cinq. Seule la moitié des infrastructures de santé est opérationnelle.

Nous devons intensifier les efforts pour faire face au risque de famine à grande échelle et contrer la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), notamment en accélérant la campagne de vaccination. Cela implique de garantir un plein accès humanitaire à l'ensemble des personnes dans le besoin : nous appelons à la levée immédiate de l'ensemble des obstacles bureaucratiques dans le pays, particulièrement en zone houthiste.

La protection des civils doit rester un impératif absolu. Le respect du droit international humanitaire est une obligation qui s'impose à tous et les auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme ne doivent pas rester impunis. Par ailleurs, les frappes aériennes indiscriminées, qui ne respectent pas les principes de distinction, de proportionnalité ou de précaution doivent cesser.

La France reste déterminée à soutenir tous les efforts en faveur de la reprise d'un processus de paix au Yémen et, en cela, le nouvel Envoyé spécial pourra compter sur notre plein soutien.

M. Mills (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie nos intervenants de leurs remarques, en particulier l'Envoyé spécial Grundberg, et je me joins à mes collègues pour lui souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité. La délégation des États-Unis se réjouit à la perspective de travailler avec lui et son équipe.

Aujourd'hui, je voudrais aborder trois aspects du conflit au Yémen, à savoir les attaques des houthistes, qui sapent les efforts de paix ; les immenses besoins humanitaires du pays ; et la nécessité de s'attaquer aux facteurs économiques sous-jacents du conflit. Le consensus international est sans ambiguïté : la violence au Yémen doit cesser. Un processus politique large et inclusif doit reprendre, et nous devons atténuer la crise humanitaire.

La nomination de l'Envoyé spécial Grundberg peut contribuer à insuffler un nouvel élan à ces efforts, mais les parties doivent coopérer véritablement avec lui et sans conditions préalables. Elles doivent faire le choix de déposer les armes et de discuter avec d'autres Yéménites pour savoir quel sera le nouveau visage du Yémen après la guerre.

Malheureusement, les houthistes continuent de saper ces efforts. Le 29 août, l'attaque de drones et de missiles contre la base aérienne d'Anad a fait au moins 30 morts. Cette frappe avait toutes les caractéristiques d'une attaque des houthistes. Deux jours plus tard, le 31 août, les houthistes ont lancé une nouvelle attaque de drone contre l'aéroport d'Abha, en Arabie saoudite, qui a blessé huit civils.

Les États-Unis condamnent fermement ces attaques, mais ce ne sont là que les dernières en date d'un groupe qui prétend vouloir la paix. Rien qu'en 2021, les houthistes ont lancé plus de 240 attaques contre l'Arabie saoudite, mettant en danger les civils dans tout le pays, y compris les 70 000 citoyens américains qui y résident.

Les houthistes continuent également de bloquer les négociations avec l'ONU sur l'évaluation et la réparation du pétrolier *FSO SAFER*, un blocage prolongé qui est aussi inutile que dangereux. Les risques pour l'environnement, la santé publique et l'économie qui sont associés au *FSO SAFER* sont trop graves et trop étendus pour être utilisés comme monnaie d'échange politique. De telles provocations ne font que perpétuer le conflit et saper nos efforts collectifs pour faciliter un chemin vers la paix au Yémen.

Comme l'ont décrit nos intervenants, des millions de Yéménites souffrent des conséquences du conflit. Nous l'avons entendu, la famine, les mauvais traitements infligés aux enfants et aux femmes et la propagation rapide de maladies, notamment la maladie à coronavirus (COVID-19), sont autant de manifestations d'une situation humanitaire catastrophique. Les États-Unis exhortent la communauté internationale à contribuer au plan d'aide humanitaire des Nations Unies pour le Yémen. Dans le cadre de nos efforts, nous avons fourni au pays 151 000 doses du vaccin de Johnson & Johnson contre la COVID-19. Nous remercions l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé d'avoir travaillé avec le Gouvernement yéménite pour distribuer ces vaccins qui sauvent des vies.

Enfin, nous devons nous attaquer aux facteurs économiques sous-jacents qui empêchent tant de Yéménites de satisfaire leurs besoins fondamentaux. Nous exhortons l'Arabie saoudite, le Gouvernement yéménite et les houthistes à prendre des mesures pour que le carburant soit importé et distribué dans tout le Yémen en quantités suffisantes et au juste prix. Nous nous félicitons également que le Fonds monétaire international ait récemment attribué au Yémen 665 millions de dollars en droits de tirage spéciaux, ce qui génère une possibilité

de commencer à inverser le déclin de l'économie yéménite. Bien que ce travail soit important et nécessaire, seul un accord de paix durable pourra commencer à aider à enrayer la tragique crise humanitaire, qui résulte de sept années de guerre, et l'érosion de l'économie et des services de base.

Je conclurai en disant que, malgré la situation désastreuse, les États-Unis estiment que nous avons des raisons d'être optimistes. Le peuple yéménite veut la paix et la fin des ravages de la guerre. Les houthistes et les autres parties au conflit ont encore la possibilité de faire évoluer leur comportement, d'engager un dialogue sérieux avec l'Envoyé spécial Grundberg et de créer un avenir meilleur pour le Yémen. Nous les invitons à choisir cette voie : la voie de la paix et de l'espoir.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. Hans Grundberg et M^{me} Ghada Eltahir Mudawi de leurs exposés. Nous avons également écouté avec attention M^{me} Entesar Al-Qadhi.

M. Grundberg a commencé à travailler sur un dossier extrêmement complexe ; nous espérons qu'il s'attellera sans tarder à l'établissement d'un dialogue de fond entre les parties au conflit, dans l'intérêt d'une désescalade rapide. Nous entendons appuyer activement les efforts de l'Envoyé spécial, compte tenu de notre position sur le rôle central de l'ONU dans le processus de règlement politique au Yémen. Nous sommes convaincus qu'une médiation de l'ONU sera en mesure de réconcilier les nombreux acteurs en concurrence dans le paysage yéménite. Un rôle d'importance pourrait également être joué par les États de la région, dont nous sommes toujours prêts à appuyer une contribution constructive.

Nous voyons bien aujourd'hui que l'enlèvement du processus de paix entraîne une nouvelle escalade sur les lignes de front, notamment à Mareb, ainsi qu'une intensification des attaques aériennes visant le territoire de l'Arabie saoudite. Nous appelons toutes les parties à faire preuve de retenue et à cesser les hostilités pour éviter de faire des victimes, principalement parmi les civils. Nous l'avons toujours dit et nous le répétons : il n'y a pas d'autre option que des négociations qui prennent en considération les intérêts de toutes les parties prenantes yéménites. Pour notre part, nous continuerons d'encourager les autorités yéménites et Ansar Allah à adopter une approche constructive et à se montrer prêts à faire des compromis pour régler leurs différends. La

communauté internationale est unanime sur le dossier yéménite. L'objectif principal est un règlement global et durable de ce conflit qui a conséquences négatives pour l'ensemble de la région.

Nous restons particulièrement préoccupés par la situation socioéconomique désastreuse du pays. Nous réaffirmons la nécessité de lever complètement le blocus naval, terrestre et aérien imposé au Yémen, ainsi que les restrictions à l'acheminement de nourriture, de médicaments et d'autres biens essentiels dans toutes les régions du pays. Le peuple yéménite a urgemment besoin d'une aide humanitaire qui ne soit ni politisée ni discriminatoire.

Nous sommes également très préoccupés par la poursuite des attaques contre des cibles civiles. Nous demandons instamment aux parties belligérantes de respecter strictement les dispositions du droit international humanitaire et de cesser immédiatement et complètement les opérations militaires qui font des victimes parmi les civils et détruisent les infrastructures non militaires.

Nous sommes convaincus qu'il est crucial que le Conseil de sécurité aide l'Envoyé spécial à mettre en œuvre une démarche équilibrée dans l'intérêt d'un règlement au plus tôt de la question yéménite. Nous espérons que, une fois familiarisé avec les détails de son mandat, il sera rapidement en mesure d'identifier les principaux obstacles qui empêchent les parties de revenir à la table des négociations et de retrouver le chemin qui mène à la paix dans ce pays. L'Envoyé spécial pourrait par ailleurs s'aider de la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité, ainsi que d'autres initiatives, notamment la version actualisée du concept russe de sécurité collective dans la région.

M. Ochoa Martínez (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais commencer par féliciter M. Hans Grundberg de sa nomination au poste d'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et l'assurer du plein appui du Mexique. Je remercie M^{me} Mudawi et M^{me} Al-Qadhi de leurs exposés, et je salue la présence de la délégation yéménite dans la salle.

Ma délégation fait sienne la préoccupation que suscitent la situation dramatique au Yémen et la poursuite des violences. Comme l'a évoqué M^{me} Al-Qadhi, la situation à Mareb est catastrophique ; ce n'est qu'un des nombreux fronts du conflit, mais il a des conséquences humanitaires dévastatrices. Le Mexique exhorte une nouvelle fois à l'instauration d'un cessez-le-feu dans

tout le pays, et appelle toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue. Nous condamnons également les attaques visant des cibles situées en Arabie saoudite.

Alors que le processus politique reste dans l'impasse, la méfiance entre les parties continue d'aggraver la fracture géographique et sociale du pays. Un cessez-le-feu est donc impératif pour avancer vers la réconciliation politique et sociale. En l'absence de cessez-le-feu national, il sera impossible de répondre aux besoins les plus élémentaires de la population en termes de nourriture, de logement et de sécurité.

La progression du processus politique et le cessez-le-feu sont des processus complémentaires qui se renforcent mutuellement. Nous espérons que la nomination du nouvel Envoyé spécial contribuera à la réalisation de ces deux objectifs.

Nous exhortons les responsables houthistes à prendre part, sans conditions préalables et dans un esprit constructif et déterminé, au dialogue facilité par l'Envoyé spécial. Nous appelons également à un dialogue politique global et ouvert à tous, dirigé et pris en main par les Yéménites eux-mêmes. En particulier, nous soulignons qu'il importe que les femmes, qui ont contribué à de nombreuses initiatives au niveau local, y participent pleinement, concrètement et sur un pied d'égalité.

Sur le plan économique, malheureusement, l'approbation des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international et les injections de devises étrangères en provenance d'Arabie saoudite n'ont pas suffi à empêcher le taux de change de continuer de chuter, ce qui entraîne une inflation et détériore sensiblement le pouvoir d'achat de la population. À cela s'ajoutent les restrictions sur les importations de produits de première nécessité, principale cause de l'insécurité alimentaire et du risque de famine qui pèsent sur le pays.

Le Mexique demande instamment à Ansar Allah et au Gouvernement yéménite de lever toutes les restrictions et obstacles bureaucratiques qui entravent l'importation de denrées alimentaires et d'articles essentiels, et de permettre un accès sans entrave à l'aide humanitaire.

Comme l'a mentionné M^{me} Mudawi, si les contributions de la communauté internationale ont permis un financement partiel de l'intervention humanitaire, le conflit armé, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le risque de famine et les pluies diluviennes ont gravement affecté les groupes vulnérables, entraînant une augmentation notable des besoins humanitaires. Les fonds actuellement disponibles ne permettront de

couvrir les opérations humanitaires que quelques mois encore. Nous espérons que les contributions financières qui ont été promises seront honorées en temps voulu.

Nous constatons également avec une grande inquiétude qu'une nouvelle vague de contaminations à la COVID-19 touche une proportion importante de la population dans un pays où les capacités du système de santé étaient déjà limitées. Nous nous félicitons du don récent de 150 000 doses de vaccins, dont a fait mention le représentant des États-Unis, tout en espérant que des doses supplémentaires arriveront bientôt et que la campagne de vaccination sera déployée de manière efficace et rapide.

Je voudrais, pour terminer, évoquer de nouveau le risque que pose le pétrolier *FSO SAFER*. Ce navire ne représente pas seulement une menace pour l'environnement ; une marée noire affecterait également les opérations humanitaires et la navigation dans la zone. Le Mexique demande instamment aux responsables houthistes d'autoriser sans délai son inspection et sa réparation.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, remercier tous les intervenants à la séance d'aujourd'hui, et je m'associe aux orateurs précédents pour féliciter M. Hans Grundberg de son accession aux fonctions d'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Je ne doute pas qu'il s'appuiera sur le travail important accompli par son prédécesseur et donnera un nouvel élan aux efforts en cours pour trouver une solution globale au conflit au Yémen.

Je salue également la participation du Représentant permanent du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

Nous nous joignons aux autres pays pour condamner les attaques perpétrées contre l'Arabie saoudite, et nous partageons leurs préoccupations quant à la récente escalade militaire dans plusieurs régions du Yémen, notamment à Mareb. Plus de 200 personnes, toutes parties confondues, ont été tuées dans les violents combats des deux dernières semaines. La poursuite des hostilités, dont la fin ne se profile pas encore à l'horizon, mettra en danger la vie de millions de Yéménites et compromettra les efforts de paix déployés par les partenaires régionaux et la communauté internationale.

Dans ce contexte, nous demandons de nouveau à toutes les parties concernées, en particulier les houthistes, de cesser toutes les opérations militaires, de

reprendre le dialogue et de coopérer pleinement avec le nouvel Envoyé spécial, afin que des progrès soient rapidement accomplis sur le fond dans les négociations.

La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour éviter une nouvelle détérioration de la situation au Yémen, et contribuer à créer des conditions favorables aux pourparlers entre les parties concernées. Dans ce processus, il importe que la solution, quelle qu'elle soit, garantisse le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Yémen, ainsi que la participation significative et la représentation suffisante des femmes et des jeunes. Dans le même temps, l'Accord de Stockholm et l'Accord de Riyad doivent être pleinement mis en œuvre.

Tout en nous employant à trouver une solution définitive, nous devons poursuivre nos efforts pour remédier à la situation humanitaire désastreuse au Yémen. Les conflits prolongés, l'insécurité alimentaire, l'absence de services essentiels dans de nombreuses régions et la pandémie de maladie à coronavirus continuent de peser de plus en plus lourdement sur la population du pays. Le prix des denrées alimentaires continue de flamber et la faim de progresser. Bien que l'octroi récent de fonds ait amélioré le travail du Programme alimentaire mondial et du Fonds des Nations Unies pour la population, des millions de personnes, dont des femmes et des filles, manquent toujours de nourriture pour survivre et, dans le même temps, n'ont qu'un accès limité aux services essentiels, notamment les soins de santé et l'eau.

Plus de 2 millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école et sont fortement exposés au travail des enfants et à d'autres formes d'exploitation. Environ 6,1 millions de femmes ont besoin de services de protection. Par conséquent, des contributions financières supplémentaires sont nécessaires de toute urgence, afin que les programmes essentiels pour sauver des vies puissent être renforcés et maintenus jusqu'à la fin de cette année et au-delà.

Il est obligatoire d'assurer un passage sûr et sans entrave aux fins des activités humanitaires, notamment aux travailleurs humanitaires, afin que l'aide puisse être fournie en temps opportun aux personnes dans le besoin. Toutes les parties doivent également respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, protéger les civils, y compris les femmes et les enfants, et mettre en œuvre la résolution 2573 (2021), notamment en protégeant les infrastructures civiles. En outre, nous renouvelons notre appel à la levée des restrictions à l'importation de marchandises

par le port de Hodeïda. Cela permettrait de soutenir l'approvisionnement en biens essentiels, de réduire l'inflation et les pénuries de carburant et d'atténuer les difficultés économiques que connaît le Yémen.

À cet égard, tout progrès sur la question du pétrolier *FSO SAFER* contribuera à atténuer les difficultés potentielles auxquelles le peuple yéménite pourrait être confronté. Nous exhortons les parties concernées à travailler de manière constructive avec l'ONU à cette fin.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer notre plein appui et notre ferme attachement aux efforts déployés par la communauté internationale, les partenaires régionaux et l'ONU pour régler la myriade de problèmes auxquels le peuple yéménite se heurte actuellement.

M. Kiboino (Kenya) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs pour adresser mes félicitations et souhaiter la bienvenue à l'Envoyé spécial Hans Grundberg. Je l'assure du soutien du Kenya dans ses efforts pour trouver une solution politique au conflit au Yémen.

Je tiens également à remercier de leurs exposés instructifs la Directrice adjointe des opérations au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Ghada Eltahir Mudawi, et la Directrice exécutive de la Ma'rib Girls Foundation for Development, Entesar Al-Qadhi. Nous avons été particulièrement touchés par le témoignage de M^{me} Al-Qadhi, et nous la remercions de son courage.

Nous saluons en outre la participation du représentant du Yémen à la séance d'aujourd'hui.

Comme nous l'avons déjà dit auparavant, il n'y a pas de solution militaire au conflit au Yémen. En effet, la recherche d'une solution militaire entraîne des pertes nettes, le plus lourd tribut étant payé par les plus vulnérables, c'est-à-dire les enfants, les jeunes, les femmes et les personnes âgées, qui prient quotidiennement pour qu'il soit mis fin à la guerre civile dévastatrice et pour que la paix revienne et, avec elle, la possibilité de reconstruire leur vie et d'être à nouveau capables de se débrouiller seuls.

Nous trouvons extrêmement préoccupant que, depuis notre dernière séance il y a deux semaines (voir S/PV.8840), une escalade des combats a été signalée dans plusieurs régions. La recrudescence de la violence à Mareb, qui a fait plus de 80 victimes depuis le début de la semaine, est particulièrement préoccupante. Le Kenya condamne fermement les violences

meurtrières, notamment la récente attaque de drones perpétrée contre la base aérienne d'Anad, qui a tué au moins 30 soldats et en a blessé beaucoup d'autres, compromettant davantage les perspectives d'un cessez-le-feu. Le chaos qui règne le long des lignes de front crée les conditions idéales pour que les groupes terroristes, tels qu'Al-Qaida, prospèrent et étendent leurs réseaux. Nous devons rester très vigilants face à ces nouvelles menaces, et prendre des mesures préventives.

Nous continuons de rappeler à toutes les parties prenantes yéménites que le moment est venu pour elles de reconsidérer leurs positions radicales et d'accepter de participer de manière constructive à un processus inclusif mené et dirigé par les Yéménites, avec le concours de l'ONU et des partenaires régionaux et internationaux. Nous les exhortons, à cet égard, à collaborer de bonne foi et sans conditions préalables, sous les auspices de l'ONU, avec comme chef de file le Bureau de l'Envoyé spécial.

Le Kenya se félicite des mesures prises par les institutions financières internationales et les partenaires de développement pour injecter dans l'économie yéménite les réserves de change dont elle a tant besoin. Toutefois, ces mesures n'apporteront que des solutions éphémères si le conflit armé perdure. Il revient aux parties de faire les compromis nécessaires pour sortir de l'impasse actuelle, de parvenir à un cessez-le-feu effectif à l'échelle nationale dans un délai convenu et d'œuvrer intentionnellement à une solution politique négociée qui, à terme, susciterait un climat d'espoir quant à une reprise économique durable.

La situation humanitaire reste fragile, plus de 20 millions de personnes étant toujours exposées à un risque accru de famine. Le Kenya se félicite des efforts consentis par la communauté internationale pour augmenter le financement du plan de réponse humanitaire. Ces efforts contribueront grandement à atténuer les souffrances de nombreuses familles et communautés dans le besoin, notamment celles touchées par les récentes inondations dans certaines régions du pays. Nous continuons d'appuyer les appels lancés en faveur d'une augmentation de l'aide humanitaire, mais aussi pour l'accès humanitaire soit garanti, conformément au droit international humanitaire.

Alors qu'une troisième vague de la maladie à coronavirus (COVID-19) frappe le Yémen, nous exhortons la communauté internationale à accroître l'approvisionnement en vaccins contre la COVID-19.

Nous encourageons les autorités yéménites à mettre en place une campagne de promotion de la vaccination qui fasse échec aux informations fausses et trompeuses.

Le Kenya prend acte des discussions en cours sur le pétrolier *FSO SAFER*. Nous appelons une fois de plus les autorités qui détiennent le navire à rechercher une solution de toute urgence et de manière constructive et à éviter ainsi une catastrophe écologique.

Je conclus mon intervention en réaffirmant la solidarité du Kenya avec le peuple yéménite dans sa quête de paix, de sécurité et de stabilité politique durables.

M^{me} Juul (Norvège) (*parle en anglais*) : Je tiens à souhaiter très chaleureusement la bienvenue à l'Envoyé spécial Hans Grundberg. Nous nous félicitons de sa déclaration d'aujourd'hui, et nous sommes prêts à appuyer ses efforts de toutes les manières possibles.

Je tiens également à remercier tous les intervenants de leurs observations importantes, et en particulier M^{me} Entesar Al-Qadhi, qui a insisté sur l'importance de la participation des femmes au processus de paix. Je salue également la présence du représentant du Yémen et réitère notre appui au Gouvernement yéménite, tel qu'il a été exprimé lors de la visite du Ministre yéménite des affaires étrangères en Norvège la semaine dernière.

Je voudrais faire quatre observations principales aujourd'hui.

Premièrement, une désescalade militaire s'impose de toute urgence. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que l'offensive des houthistes à Mareb s'intensifie pour la deuxième semaine consécutive, tout comme les combats dans d'autres régions. En outre, les conditions de sécurité dans le sud du Yémen continuent de se détériorer. Par ailleurs, nous sommes préoccupés par l'escalade des attaques transfrontières visant l'Arabie saoudite, notamment celle qui a visé l'aéroport international d'Abha le 31 août. Ces attaques mettent clairement en évidence la nécessité d'une désescalade.

Deuxièmement, il est essentiel que nous saisissons toutes les occasions de faire progresser le processus de paix. Le processus politique entre les parties yéménites doit redémarrer, et nous les exhortons à coopérer pleinement sans plus attendre. Nous devons être conscients qu'il n'y aura pas de solution politique rapide et que pour que le processus politique aboutisse, les parties devront se montrer disposées à faire des compromis.

Nous nous félicitons de l'attachement de M. Grundberg à une approche inclusive, qui soit prise en main et dirigée par les Yéménites. La participation pleine et véritable des femmes yéménites, sur un pied d'égalité, et qui leur permet de jouer un rôle moteur, est un droit. C'est aussi une condition préalable à une solution durable. Nous encourageons M. Grundberg à prendre en considération les recommandations formulées par le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité à cet égard.

Troisièmement, il est urgent d'enrayer la crise humanitaire actuelle. Nous voudrions nous faire l'écho des appels à la levée des restrictions qui empêchent les denrées alimentaires et le carburant d'entrer dans le port de Hodeïda. Nous sommes préoccupés par les informations faisant état d'obstacles bureaucratiques croissants au Yémen. Nous appelons tous les acteurs à garantir immédiatement un accès humanitaire sûr et sans entrave. La Norvège participera à la manifestation de haut niveau qui aura lieu dans le courant du mois, laquelle sera importante pour nous permettre de remédier aux problèmes humanitaires actuels.

Enfin, il est urgent de se concentrer sur la protection des civils. Le conflit yéménite a de graves répercussions sur la population civile. Nous prenons acte avec inquiétude des conclusions formulées par le Groupe d'éminents experts sur le Yémen dans son récent rapport. Nous tenons à réaffirmer que tous les auteurs de violations du droit international humanitaire et de violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits, notamment les violences sexuelles liées au conflit, doivent répondre de leurs crimes. Plus de 24 000 personnes ont été déplacées depuis le début de l'année à Mareb, et les enfants restent les personnes les plus vulnérables dans ce conflit.

Hier, c'était la Journée internationale pour la protection de l'éducation contre les attaques. Or, selon l'UNICEF, au Yémen, 2 500 écoles sont endommagées, utilisées comme abris ou occupées par des groupes armés. En outre, on estime que 8,1 millions d'enfants ont besoin d'une assistance d'urgence en matière d'éducation dans l'ensemble du pays. Nous tenons à réaffirmer que la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et ses lignes directrices sont des instruments essentiels pour protéger les écoles et les universités d'une utilisation militaire pendant les conflits armés.

Il est urgent de revitaliser le processus de paix mené sous l'égide de l'ONU au Yémen. Aussi conclurai-je mon intervention en réitérant notre appui à l'approche

présentée par M. Grundberg et en encourageant toutes les parties au conflit et tous les membres du Conseil de sécurité à coopérer avec lui de bonne foi.

M. Aougi (Niger) : Je remercie M. Grundberg pour son exposé et lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions. Je remercie également M^{me} Ghada Eltahir Mudawi et M^{me} Entesar Al-Qadhi pour leurs présentations.

Ma délégation suit avec préoccupation la poursuite des hostilités dans le conflit au Yémen, notamment les affrontements violents autour de la province de Mareb, l'attaque du 29 août contre la base aérienne d'Anad, ainsi que les attaques du 31 août ayant ciblé l'aéroport international d'Abha dans le sud du Royaume d'Arabie saoudite.

Mon pays condamne les attaques répétées à l'encontre du territoire saoudien, qui mettent en péril la vie des civils et menacent la paix et la sécurité dans la région. Cette tendance à l'élargissement du spectre de la violence au-delà du Yémen doit cesser, car elle ne fera que complexifier davantage la situation et retarder la sortie de crise.

Nous appelons les autorités d'Ansar Allah à faire preuve de responsabilité en mettant fin à leurs offensives meurtrières aussi bien au Yémen qu'au-delà de ses frontières.

Nous appelons aussi toutes les parties à faire preuve de responsabilité en mettant fin à cette tragédie qui n'a que trop duré, et à s'engager de manière constructive vers un dialogue sincère, sous l'impulsion du nouvel Envoyé spécial, pour un règlement politique global du différend qui les oppose.

Nous invitons la communauté internationale, les acteurs régionaux ainsi les membres du Conseil pouvant influencer sur les parties en conflit à continuer d'exercer la pression nécessaire en vue de revitaliser les discussions pour une sortie de crise qui permettra aux Yéménites de se réconcilier et de s'orienter à nouveau vers la reconstruction et le développement de leur pays.

En plus du grand nombre de morts, le principal corollaire de la guerre au Yémen demeure la grave crise humanitaire dans laquelle le pays est plongé depuis quelques années. Nous appelons donc les pays donateurs, et en particulier ceux de la région, à plus de générosité et de compassion à l'égard de la population tant éprouvée du Yémen. L'amélioration de la crise humanitaire du Yémen passe également par la levée des blocus

liés à l'acheminement de l'aide humanitaire dans le pays, notamment à travers le port de Hodeïda et l'aéroport de Sanaa.

Pour conclure, le Niger réaffirme son plein soutien à toutes les initiatives encourageant la reprise du dialogue entre les parties yéménites et le retour de la paix dans le pays.

M^{me} Gonsalves (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Nous remercions nos intervenants de leurs observations perspicaces et de leurs efforts visant à trouver une solution durable au conflit au Yémen. L'action menée par M^{me} Al-Qadhi, notamment par l'intermédiaire de la Ma'rib Girls Foundation for Development et de l'initiative Women Peacemakers, est cruciale pour promouvoir la sûreté et la sécurité des jeunes Yéménites et est indispensable pour garantir la prospérité à long terme du pays. Nous adressons également nos félicitations à l'Envoyé spécial Hans Grundberg pour sa récente nomination à ce poste, et nous saluons sa présence parmi nous ce matin.

Nous appelons une nouvelle fois à un cessez-le-feu immédiat et durable entre les parties impliquées dans le conflit yéménite. Les récentes attaques visant l'Arabie saoudite lancées par les houthistes depuis le Yémen ne font que souligner l'urgente nécessité pour toutes les parties de s'engager réellement en faveur d'un cessez-le-feu. Nous condamnons ces dernières attaques, ainsi que les frappes aériennes aveugles et les bombardements de civils et d'objets essentiels pour les civils, qui caractérisent la guerre au Yémen. Avant même que les choses ne se tassent, nous devrions avoir une conversation ouverte et franche sur la réconciliation entre les parties, dont un élément indispensable est l'application du principe de responsabilité. Notre rôle, en tant que Conseil et en tant que membres individuels du Conseil, est de faire tout notre possible pour aider les parties belligérantes à parvenir à un règlement et d'agir de manière responsable lorsque nous apportons notre appui à l'une ou l'autre partie.

L'effondrement des institutions yéménites et la fragmentation du tissu social montrent clairement les conséquences de ce conflit qui n'a que trop duré. Ce sont les personnes les plus vulnérables – les femmes et les enfants – qui en pâtissent le plus. Les hostilités et les déplacements menacent des millions de personnes, et nous sommes tous parfaitement conscients que les combats sur de nombreuses lignes de front à travers le pays continuent de déstabiliser une situation déjà fragile. La situation humanitaire globale continue de se détériorer,

parallèlement à l'économie, car de nombreux Yéménites n'ont pas le pouvoir d'achat nécessaire pour se procurer de la nourriture et des produits de première nécessité.

À cet égard, nous reconnaissons la nécessité d'un passage sans entrave de l'aide humanitaire, en particulier dans le contexte d'une troisième vague de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et d'une saison des pluies active qui a déclenché, pour la deuxième fois cette année, le plan national de préparation aux inondations, le Yémen faisant face à la crise climatique dans une position très vulnérable.

Dans ce contexte, nous rappelons les dispositions pertinentes du droit international auxquelles les parties au conflit sont juridiquement liées. Nous appelons également la communauté internationale à maintenir et à accroître son soutien au plan de réponse humanitaire. Nous espérons que l'événement humanitaire qui sera organisé par la Suède, la Suisse et l'Union européenne ce mois-ci sera compris par la communauté internationale comme l'occasion de renouveler son engagement envers le peuple du Yémen. Cependant, nous constatons que l'aide humanitaire n'est que palliative. La seule solution viable au conflit est une solution politique inclusive, dirigée par le Yémen, appartenant au Yémen et axée sur le Yémen, qui reflète les complexités sur le terrain et s'attaque aux causes profondes du conflit.

Toute référence au processus politique sera incomplète si elle ne reconnaît pas le rôle des femmes, qui représentent une partie importante de la population yéménite. Les femmes sont présentes et actives sur le terrain au Yémen, y compris sur les lignes de front, et ont été parmi les premières à appeler à un cessez-le-feu au Yémen pour répondre à la pandémie de COVID-19. Les femmes du Yémen ont démontré leur résilience, leur force et leur détermination, et un processus de paix qui marginalise ce groupe est voué à l'échec. Les femmes doivent être associées à tous les aspects du processus de paix, et pas seulement au début du dialogue. Nous demandons instamment à l'Envoyé spécial de travailler avec les groupes de femmes et les femmes dirigeantes au Yémen, et au Conseil de sécurité de continuer à inviter des femmes pour enrichir nos séances.

Avant de conclure, nous insistons sur la nécessité de réaliser des progrès concrets sur la question du pétrolier *FSO SAFER*. Son état de délabrement accroît le risque de catastrophe, ce qui pourrait causer des dommages irréparables à l'environnement et aux moyens de subsistance de nombreuses personnes dans la région de la mer Rouge. Dans ce contexte, nous reconnaissons

que le manque de confiance peut faire obstacle au compromis, et nous encourageons les parties à prendre des mesures de confiance susceptibles d'ouvrir la voie à une solution pragmatique.

Nous réaffirmons notre soutien à l'Envoyé spécial Grundberg et au peuple du Yémen et réitérons notre engagement à travailler de manière constructive à une solution qui assure la paix, la stabilité et la prospérité à long terme au Yémen.

M. Jürgenson (Estonie) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Grundberg pour son exposé et lui souhaite beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions. Je remercie également la Directrice adjointe, M^{me} Mudawi, et M^{me} Al-Qadhi pour leurs exposés.

L'Estonie est profondément préoccupée par l'intensification de l'activité militaire au Yémen au cours des dernières semaines, notamment à Mareb, qui a fait de nouvelles victimes civiles et provoqué des déplacements. Des civils et des infrastructures civiles ont également été visés par les attaques des houthistes contre l'Arabie saoudite, notamment l'aéroport international d'Abha. Nous exhortons également toutes les parties à s'abstenir d'attaques aveugles contre des biens de caractère civil, car elles constituent une violation du droit international humanitaire. Nous appelons également toutes les parties à coopérer de manière constructive avec le nouvel Envoyé spécial, à faire preuve de volonté de compromis et à convenir d'un cessez-le-feu durable et de la reprise d'un processus politique inclusif, avec la participation des femmes et des jeunes.

Faisant écho aux messages de M^{me} Al-Qadhi, nous appelons à une participation pleine, égale et significative des femmes aux efforts de paix, ainsi qu'à un rôle accru des femmes dans la vie politique du Yémen et dans la réponse humanitaire.

Nous appelons également le Gouvernement yéménite et le Conseil de transition du Sud à reprendre la mise en œuvre de l'Accord de Riyad et à s'abstenir de toute action susceptible d'accroître encore les tensions dans une situation déjà explosive.

Les combats au Yémen doivent cesser immédiatement, car ils ont un effet dévastateur sur la vie des populations. Outre l'impact direct sous la forme de victimes, il existe également des liens étroits entre le conflit prolongé et la situation socio-économique et humanitaire, ainsi que des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

L'absence d'un accord à long terme entre les parties au conflit sur l'importation de carburant et les importations commerciales via le port de Hodeïda contribue à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, et donc à l'exacerbation de l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, nous nous félicitons de la prochaine manifestation d'annonces de contributions, qui sera organisée conjointement par la Suède et la Suisse, et qui vise à soutenir les efforts d'aide humanitaire au Yémen.

En raison de la détérioration des conditions socio-économiques causée par le conflit, les enfants sont contraints à un mariage précoce ou sont recrutés. Comme l'a récemment rapporté le Groupe d'éminents experts sur le Yémen, les parties au conflit ont commis des violences sexuelles et fondées sur le genre et se sont livrées à des disparitions forcées, des détentions arbitraires et des actes de torture, en violation du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Une plus grande attention doit être accordée à la vulnérabilité des femmes et des enfants aux risques en matière de protection liés à l'aggravation des conditions économiques et humanitaires. Nous réitérons notre appel à toutes les parties pour qu'elles s'abstiennent de telles violations et de telles atteintes, qu'elles veillent à ce que les responsables rendent des comptes et qu'elles coopèrent avec le Groupe d'éminents experts qui, malheureusement, pour la troisième année consécutive, n'a pas pu accéder au Yémen ni à d'autres pays de la coalition.

Enfin, nous réitérons notre appel aux houthistes pour qu'ils garantissent à l'équipe des Nations Unies un accès immédiat et complet au pétrolier *FSO SAFER* pour une mission d'évaluation et de réparations légères.

M. Cherif (Tunisie) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à M. Hans Grundberg, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, et lui souhaiter beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions. Nous sommes impatients de travailler avec lui pour parvenir à une paix globale et durable dans ce pays frère qu'est le Yémen. Je remercie également M^{me} Mudawi et M^{me} Al-Qadhi pour leurs précieux exposés sur la situation au Yémen. Je tiens également à saluer la présence du Représentant permanent du Yémen à cette séance.

La prise de fonction de l'Envoyé spécial et la lettre qu'il a envoyée au peuple yéménite représentent un message clair de la communauté internationale aux parties au conflit pour qu'elles s'engagent effectivement

dans un règlement politique, déclarent un cessez-le-feu global et veillent à ce que les intérêts du Yémen et de son peuple priment sur toute autre considération.

Dans ce contexte, nous soulignons une fois encore qu'il n'y a pas d'alternative à une solution négociée qui place les intérêts du peuple yéménite au-dessus de toute autre considération et lui évite de nouveaux malheurs et de nouvelles épreuves. Nous rappelons également que les options militaires visant à imposer un fait accompli par la force ne feraient qu'exacerber une situation complexe, entraîner un plus grand nombre de victimes, mettre en péril la vie de millions de personnes, aggraver la situation humanitaire catastrophique et compromettre les possibilités de paix au Yémen.

La Tunisie réitère son soutien aux efforts de l'ONU et aux contributions de la communauté internationale pour mettre fin au conflit et relancer le processus politique en vue de parvenir à une solution globale et pacifique qui mette fin aux souffrances du peuple yéménite, préserve la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Yémen et rétablisse la paix et la stabilité dans le pays. Nous appelons également les parties au conflit à respecter les dispositions du droit international humanitaire et à protéger les civils et les installations civiles.

Dans le même ordre d'idées, nous réitérons la condamnation par la Tunisie des attaques répétées visant le territoire du Royaume d'Arabie Saoudite et les civils, et nous appelons les houthistes à mettre fin à ces violations.

La détérioration de la situation humanitaire au Yémen est une source de vives préoccupations, notamment à la lumière de la dégradation continue de la situation économique et des conditions de vie, due à la poursuite des opérations militaires et à la perturbation des opérations de secours et humanitaires, sans oublier les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Selon les rapports de l'ONU, 80 % de la population yéménite a besoin d'une aide humanitaire et plus de 20 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire, une situation qui est exacerbée par l'effondrement des services de santé.

Une fois de plus, nous demandons que l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire et médicale aux personnes qui en ont besoin soit facilité, que les restrictions imposées aux ports soient levées, que les aéroports soient rouverts, que le financement nécessaire au plan de réponse humanitaire soit assuré et que les besoins urgents du peuple yéménite soient satisfaits.

Malheureusement, selon l'UNICEF, un enfant yéménite meurt toutes les 10 minutes de causes évitables, comme la malnutrition et des maladies qui pourraient être prévenues grâce à la vaccination. En outre, les enfants souffrent de graves effets psychologiques en raison de la poursuite des hostilités, ce qui a un impact sur leur parcours scolaire. Au Yémen, deux millions d'enfants ne vont plus à l'école et une école sur six n'est plus utilisable. Cela est absolument inacceptable. Par conséquent, nous appelons toutes les parties à respecter les droits des enfants au Yémen et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour sortir les enfants de cette situation catastrophique.

Il faut remédier d'urgence à la situation du pétrolier *FSO SAFER*, qui représente une menace grave susceptible de provoquer une catastrophe environnementale, économique et humanitaire sans précédent dans la région. Nous réitérons donc notre appel à mener à bon terme et à faciliter les processus qui permettraient aux experts de l'ONU de se rendre sur place, de procéder à une inspection technique du pétrolier et d'effectuer les réparations nécessaires le plus rapidement possible.

M. Tirumurti (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer à mes collègues pour féliciter M. Hans Grundberg de sa nomination en tant que nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et lui souhaiter la bienvenue à la présente séance. Je le remercie de son exposé et l'assure du plein appui de l'Inde à ses efforts visant à rétablir la paix au Yémen.

Je remercie également la Directrice adjointe des opérations au sein du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Ghada Eltahir Mudawi, et M^{me} Entesar Al-Qhadi de leurs exposés, et je salue la présence du Représentant permanent du Yémen à la présente séance.

Ce mois-ci, sept années se seront écoulées depuis le début du conflit en cours au Yémen. Pourtant, la situation dans le pays reste précaire. Nous sommes profondément préoccupés par l'intensification des combats dans différentes régions du pays ces dernières semaines, notamment entre les forces gouvernementales yéménites et Ansar Allah à Mareb. Le nombre de morts ne cesse d'augmenter et l'escalade de la violence met en péril les chances de parvenir à un cessez-le-feu. Nous sommes également préoccupés par la détérioration des conditions de sécurité à Aden et dans les gouvernorats du sud. Des progrès dans la mise en œuvre de l'Accord de Riyad restent essentiels pour apaiser ces tensions, et nous encourageons le Gouvernement et le Conseil de

transition du Sud à reprendre le dialogue facilité par l'Arabie saoudite pour régler les questions liées à la mise en œuvre de l'accord.

Nous appelons toutes les parties à renoncer aux affrontements militaires et à œuvrer pour protéger des vies et instaurer une paix durable. Les aspirations du peuple yéménite et ses espoirs de paix, de stabilité et de prospérité doivent être au cœur de ces efforts.

L'Inde est préoccupée par la poursuite des attaques transfrontières de missiles et de drones contre l'Arabie saoudite, qui portent atteinte à la sécurité et à la stabilité dans la région du Golfe ainsi qu'à l'approvisionnement en énergie à l'échelle mondiale et à la sécurité énergétique. Les attaques qui visent délibérément des infrastructures civiles constituent également une violation flagrante du droit international.

Trois Indiens figurent parmi les huit civils qui ont été blessés lors de l'attaque récente contre l'aéroport d'Abha. Nous appelons à une mise en œuvre stricte de l'embargo sur les armes prévu par la résolution 2216 (2015) et à sa surveillance effective pour éviter de telles attaques à l'avenir.

La situation chaotique en matière de sécurité au Yémen et les derniers événements dans la région pourraient faciliter la reprise des activités de groupes terroristes tels qu'Al-Qaïda. Il est essentiel que le Conseil de sécurité continue de suivre de près les activités de ces groupes au Yémen et leurs liens avec le réseau terroriste mondial.

En ce qui concerne la situation humanitaire, l'Inde reste extrêmement préoccupée par la détérioration de la situation au Yémen. Cette crise humanitaire sans précédent est un indicateur du coût humain du conflit et des souffrances du peuple yéménite. Les enfants en particulier ont été les plus touchés. L'Inde exhorte toutes les parties au conflit à autoriser l'acheminement libre, régulier et sans entrave des produits alimentaires, du carburant, des médicaments et d'autres fournitures humanitaires.

La paix et la stabilité à Hodeïda sont également essentielles pour garantir l'acheminement efficace de l'aide humanitaire et d'autres produits essentiels au Yémen. À cet égard, je demande à toutes les parties de mettre pleinement en œuvre l'Accord de Stockholm. Je voudrais exprimer notre appui à l'action de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, sous la direction du général Abhijit Guha, en vue de la mise en œuvre de cet accord.

Près de 50 % des besoins de financement du plan de réponse humanitaire ne sont toujours pas satisfaits. Sans financement supplémentaire, les organisations humanitaires pourraient être contraintes de réduire ou d'arrêter leurs programmes, dès ce mois-ci, notamment dans les secteurs de la santé, de l'aide humanitaire et de l'assainissement. Ce sont des millions de Yéménites qui subiraient les conséquences d'une telle réduction. À cet égard, nous ne pouvons que nous féliciter de la conférence humanitaire sur le Yémen co-organisée par l'Union européenne, la Suède et la Suisse, qui doit se tenir dans le courant du mois. Nous espérons qu'elle permettra de régler cette crise grâce à de nouveaux financements.

Il faut trouver une solution urgente à la question du pétrolier *FSO SAFER* pour prévenir une catastrophe environnementale imminente et garantir le passage maritime international dans la mer Rouge, sans interruption. Malheureusement, les discussions entre Ansar Allah et les Nations unies n'ont pas abouti aux résultats escomptés jusqu'à présent. Je réitère notre appel pour qu'un accès immédiat et total au pétrolier *FSO SAFER* soit garanti à l'équipe des Nations Unies.

Nous sommes fermement convaincus qu'une véritable participation des femmes à la prise de décision est de nature à renforcer et à améliorer considérablement l'efficacité de la consolidation de la paix et la stabilité dans cette société. Je salue les efforts entrepris par différents groupes de femmes yéménites pour promouvoir la participation des femmes au processus politique et je me félicite du rôle de chef de file qu'ils jouent dans la consolidation de la paix au Yémen. Je me félicite également de la coopération étroite de l'ONU avec ces groupes.

Pour terminer, je voudrais réitérer que la seule solution durable à ce conflit est un règlement politique négocié pacifiquement, dans le cadre d'un processus mené et contrôlé par les Yéménites, qui soit inclusif, équitable et qui donne la priorité au bien-être de tous les Yéménites. La cessation des hostilités à l'échelle nationale est le point de départ pour parvenir à un tel règlement. J'exhorte toutes les parties concernées à coopérer dans un esprit constructif avec le nouvel Envoyé spécial pour trouver une solution politique au conflit, dans les meilleurs délais.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante de l'Irlande.

Je tiens à remercier les intervenants de leurs exposés, et en particulier M^{me} Entesar Al-Qhadi pour sa contribution franche et éloquente d'aujourd'hui. Nous ne devons jamais oublier les conséquences humaines tragiques de ce conflit. Je salue le courage de M^{me} Al-Qhadi et son engagement à mener un travail d'une importance aussi vitale sur le terrain à Mareb.

Je voudrais souhaiter la bienvenue au nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Hans Grundberg. Il peut compter sur le plein appui de l'Irlande à son équipe et à lui-même alors qu'ils s'attellent à la tâche difficile qui les attend. Par conséquent, nous appelons tous les acteurs à coopérer de manière constructive et en toute bonne foi avec l'Envoyé spécial. Je voudrais faire trois observations aujourd'hui.

Premièrement, les combats au Yémen doivent cesser – et cesser maintenant. L'offensive des houthistes contre Mareb est inacceptable. Elle a des conséquences désastreuses sur la population de Mareb, en particulier sur les femmes et les filles. Des milliers de Yéménites ont été déracinés et déplacés, comme l'a si bien expliqué M^{me} Al-Qhadi aujourd'hui.

Les attaques transfrontières contre les infrastructures civiles du Royaume d'Arabie saoudite doivent cesser, et l'escalade de la violence ailleurs dans le pays, notamment à Taëz et à Hodeïda, est profondément pré-occupante. Une coopération constructive de la part de toutes les parties en vue de la conclusion d'un accord de cessez-le-feu à l'échelle nationale s'impose de toute urgence pour permettre la tenue d'un dialogue politique sous les auspices du nouvel Envoyé spécial.

Deuxièmement, le Yémen continue de lutter contre les conséquences humanitaires catastrophiques du conflit prolongé. Comme nous l'avons entendu, des conditions proches de la famine sont une réalité pour de nombreux Yéménites et constituent une véritable menace pour des millions d'autres. Le conflit a des répercussions économiques de grande ampleur, comme l'insuffisance du carburant acheminé via les ports de la mer Rouge du Yémen, ce qui ne fait qu'aggraver la crise actuelle et compromettre la réponse humanitaire. En raison du versement irrégulier des salaires des fonctionnaires, des millions de médecins, d'infirmières et d'enseignants ont du mal à nourrir leur famille. Disons les choses clairement : les Yéménites ne meurent pas de faim parce qu'il n'y a pas de quoi manger ; ils meurent de faim parce qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter des produits alimentaires. Nous exhortons les parties qui

ont le pouvoir et les moyens de le faire à veiller à ce qu'un flux adéquat de carburant et de produits de base parvienne à ceux qui en ont si désespérément besoin.

Enfin, l'exclusion systématique des femmes du processus politique au Yémen ne peut pas continuer. Entesar Al-Qadhi a montré aujourd'hui pourquoi les femmes ont leur place à toutes les tables, pendant les pourparlers de paix et au sein du Gouvernement. Jour après jour, des femmes travaillent à la construction de la paix au Yémen. Qu'il s'agisse de renforcer le rôle des partis politiques dans la consolidation de la paix au niveau local ou d'élaborer des mécanismes locaux de règlement des conflits avec les acteurs tribaux, les femmes yéménites comme M^{me} Al-Qadhi œuvrent pour la paix, et non pour la guerre. Son travail avec les enfants, qui souffrent énormément du conflit, est essentiel pour construire une paix durable.

Tous les Yéménites, quels que soient leur sexe, leur âge ou leur origine, doivent pouvoir jouer un rôle important dans l'édification de leur avenir. Il faut pour ce faire garantir le plein respect des droits de l'homme ainsi que l'application du principe de responsabilité pour les violations des droits de l'homme, notamment les violences sexuelles et fondées sur le genre liées aux conflits et les violations du droit international humanitaire. Ce ne sont pas des paroles en l'air. Ces violations sont instrumentalisées pour empêcher les Yéménites ordinaires, les femmes en particulier, de participer pleinement à la vie politique et publique.

En prenant place autour de cette table, il nous incombe, collectivement et individuellement, d'agir face à cette immense souffrance. Aujourd'hui, nous avons entendu des appels clairs à l'action. Nous ne pouvons pas nous contenter de les entendre, nous devons y répondre. C'est le moins que nous puissions faire pour les millions de Yéménites qui ont déjà beaucoup trop souffert.

Je reprends maintenant mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne à présent la parole au représentant du Yémen.

M. Al-Saadi (Yémen) (*parle en arabe*) : D'emblée, je voudrais vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Je vous souhaite, à vous et à votre délégation amie, beaucoup de succès. Je remercie également votre prédécesseur, le Représentant permanent de l'Inde, de sa conduite avisée des travaux du Conseil le mois dernier. Je remercie par ailleurs M. Grundberg et M^{me} Mudawi de leurs exposés, ainsi M^{me} Entesar

Al-Qadhi, qui a rendu compte de la situation humanitaire catastrophique dans la province de Mareb, du fait de la poursuite de l'offensive des houthistes contre la ville et des crimes commis contre les civils et les personnes déplacées, en particulier les femmes et les enfants.

L'offensive contre la ville doit cesser immédiatement pour éviter d'aggraver la situation humanitaire. Le Gouvernement yéménite salue une nouvelle fois la nomination de M. Grundberg en tant qu'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen. Nous sommes prêts à coopérer avec lui et à appuyer ses efforts pour parvenir à une paix durable et globale au Yémen. Nous appelons à la poursuite des efforts pour mettre fin aux souffrances du peuple yéménite. Il n'y a pas de temps à perdre. Comme l'a dit Martin Luther King, « Il y a une limite à ce que l'on peut supporter. Les êtres humains crient, et je ne peux plus le supporter ».

Sous la houlette du Président Hadi Mansour, le Gouvernement yéménite poursuit ses efforts pour mettre fin à la guerre absurde menée par les milices houthistes et parvenir à une paix durable conformément aux mandats politiques convenus, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015), et les résultats de la Conférence de dialogue national, seules garanties pour parvenir à un règlement politique.

La nomination du nouvel Envoyé spécial, qui dirigera les efforts de médiation de l'ONU, a ravivé l'espoir des Yéménites que la fin du conflit était proche. Ce mois-ci, cela fera sept ans que les houthistes ont perpétré leur coup d'État après que les Yéménites se sont mis d'accord, dans le cadre de la Conférence de dialogue national, sur la création d'un nouveau Yémen fédéral. Le Gouvernement yéménite a exprimé à maintes reprises son appui à tous les efforts déployés par l'ONU et la communauté internationale pour mettre fin au conflit en participant de manière constructive à chaque initiative proposée par les envoyés spéciaux précédents.

Toutefois, les milices houthistes continuent de privilégier la guerre plutôt que la paix. Elles continuent de prendre pour cible les civils et refusent de coopérer avec les envoyés des Nations Unies et la communauté internationale. Le Conseil doit aider M. Grundberg à adopter une approche plus ferme à l'égard des milices houthistes pour les contraindre à choisir la paix. Les houthistes ont toujours cherché à gagner du temps en ouvrant de nouvelles lignes de front, en poursuivant leur guerre injuste, en tuant des Yéménites, en perpétrant des crimes contre des civils, en détendant des journalistes, en torturant des

détenus, en commettant des violences sexuelles contre des femmes détenues, en recrutant des milliers d'enfants pour les envoyer sur les fronts de bataille et en menaçant la navigation internationale.

Les milices houthistes poursuivent leur offensive contre Mareb et ont recours à une rhétorique incendiaire, déclarant qu'elles ont l'intention de prendre d'assaut toutes les provinces yéménites pour les soumettre par la force et d'attaquer les civils et les infrastructures civiles au Yémen et dans le Royaume frère d'Arabie saoudite. Voilà comment ces milices accueillent le nouvel Envoyé spécial. Elles ont attaqué l'aéroport international d'Abha et, plus récemment, Najran et Jizan, dans le Royaume d'Arabie saoudite. Elles ont intensifié leurs opérations militaires sur instruction de leur commanditaire et supérieur, le régime iranien, afin de saper la stabilité et la sécurité régionales et de se substituer aux armées régulières. Cela montre ce que les houthistes pensent vraiment des appels à la paix de la communauté internationale. Nous engageons le Conseil à condamner ces crimes et à faire pression sur les milices et le régime iranien pour qu'ils mettent un terme à leurs efforts de déstabilisation du Yémen et de la région.

La guerre continue d'exacerber les souffrances humanitaires des Yéménites. Les houthistes ont mené à plusieurs reprises des attaques aveugles contre des zones résidentielles et des camps de déplacés à Mareb, obligeant les civils à fuir pour échapper aux crimes de ces milices. La semaine dernière, les houthistes ont également lancé des frappes systématiques et délibérées contre la province de Rahaba, au sud de la province de Mareb, qui ont fait des blessés et des morts parmi les civils, les personnes déplacées et les membres des communautés d'accueil, et endommagé leurs biens et leurs maisons. Les bombardements ont également entraîné le déplacement forcé de plus de 505 familles, soit 3 535 personnes qui ont dû fuir vers différents endroits pour tenter d'échapper aux bombardements des houthistes usant de divers types d'armes et de missiles. En outre, les milices entravent les livraisons humanitaires et continuent de détourner et de piller l'aide fournie. La communauté humanitaire doit appeler l'attention du Conseil sur ces crimes afin de faire pression sur les milices houthistes pour qu'elles cessent de faire interférence dans les affaires humanitaires.

Sachant que les divers exposés présentés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont évoqué cet élément, le Conseil de sécurité est conscient que la faiblesse du pouvoir d'achat des citoyens est le

principal facteur de la famine qui menace des millions de Yéménites dans le pays. Par conséquent, le Gouvernement yéménite appelle la communauté internationale à soutenir généreusement les plans et programmes du Gouvernement pour assurer la stabilité et le relèvement économique, et à appuyer les projets de développement, en plus d'apporter une aide humanitaire.

Nous appelons également à renforcer les capacités des institutions de l'État et à promouvoir leur rôle en matière de fourniture de services, notamment en créant un mécanisme permettant de faire transiter par la Banque centrale du Yémen les fonds versés par les donateurs humanitaires, afin d'étayer la monnaie nationale, d'améliorer les conditions de vie des citoyens et d'apaiser leurs souffrances. Nous demandons en outre que soient intégrés les priorités et besoins de développement dans toutes les interventions humanitaires, afin de permettre un relèvement rapide.

Pour terminer, le pétrolier *FSO SAFER* continue de représenter une menace pour l'environnement, la sécurité et la sûreté de la mer Rouge. Il menace les moyens de subsistance des pêcheurs et la sécurité alimentaire de millions de personnes, au Yémen et dans les pays de la région. Le Conseil, qui s'est saisi de cette question à plusieurs reprises, notamment en convoquant deux séances spéciales, le 15 juillet 2020 (voir S/2020/721) et le 3 juin dernier (voir S/PV.8786), reconnaît qu'il est urgent de procéder à une évaluation technique du pétrolier et d'effectuer les réparations nécessaires afin d'éviter une catastrophe. Il est inacceptable que les milices houthistes continuent de faire chanter la communauté internationale et refusent que les experts des Nations Unies puissent accéder au pétrolier. Elles se servent de cette question comme d'un levier pour en tirer des avantages politiques, sans prendre en considération la menace que représente le pétrolier pour le Yémen et la région.

Nous espérons que le Conseil assumera ses responsabilités et fera davantage pression sur les milices houthistes pour les obliger à mettre fin à leur intransigeance et à laisser l'équipe des Nations Unies accéder au pétrolier, immédiatement et sans condition préalable, afin d'éviter une catastrophe imminente.

La Présidente (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs ou d'oratrices inscrits sur la liste.

Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

La séance est levée à 11 h 50.